

primo & édito

l'actu & CR•DSU

Réforme de la politique de la ville: retour sur les annonces de l'été

L'été 2013 aura été riche en annonces, rapports et propositions s'inscrivant dans le mouvement de réforme de la politique de la ville. Voici, à grands traits, les étapes et moments clés qui ont jalonné la période estivale.

- Le 8 juillet, Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste, et Mohamed Mehmache, président du collectif AC Le Feu, ont remis à François Lamy un rapport consacré à la participation des habitants dans les quartiers de la politique de la ville¹. Il comprend 30 propositions parmi lesquelles: une politique d'« empowerment » à la française, un fonds de dotation pour la démocratie d'interpellation citoyenne, des tables locales de concertation ou encore le droit de vote aux étrangers.
- Le 9 juillet, dans le cadre d'une conférence des partenaires de la politique de la ville, François Lamy a fait un point d'étape sur la mise en œuvre des 27 décisions du Comité interministériel des villes du 19 février 2013. Principales avancées: la consolidation des grands principes et de la méthode envisagée pour la réforme de la géographie prioritaire; la préfiguration des nouveaux contrats de ville; la territorialisation des politiques de droit commun par le biais de conventions d'objectifs dont six ont d'ores et déjà été signées.
- Le 9 juillet toujours, Jean-Marc Ayrault, à l'occasion de la présentation du plan « Investir pour la France », a annoncé que le deuxième plan national de rénovation urbaine serait doté de 5 milliards d'euros et concernerait 230 quartiers, choisis par l'État dans « les territoires où les enjeux sont les plus importants, sur la base de critères objectifs ».

- Le comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (Cimap) du 17 juillet a acté la création du Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui remplacera la Datar, l'Acse et le SG-CIV, à partir du 1^{er} janvier 2014.

- Lors du Conseil des ministres du 24 juillet, Raphaël Le Méhauté a été nommé secrétaire général du comité interministériel des villes, à compter du 12 août 2013, et préfigurateur délégué du CGET. Il succède à Hervé Masurel qui occupait ce poste depuis cinq ans. Éric Delzant est nommé délégué interministériel à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale et chargé de la préfiguration du CGET.

- Le 2 août, François Lamy présentait le projet de loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine en Conseil des ministres. Sans grande surprise, les principaux volets de cette loi, qui devrait être examinée à l'automne², sont les suivants: concentration des moyens sur les quartiers les plus en difficulté identifiés à partir d'un critère unique, le revenu des habitants; mise en place d'un contrat unique associant l'urbain et le social; co-construction de la politique de la ville avec les habitants.

Le cadre est fixé. On attend donc le débat parlementaire et la « fameuse » liste des territoires éligibles qui doit le soutenir.

¹ Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, Rapport au ministre délégué chargé de la ville, juillet 2013.

² Le communiqué de presse: www.ville.gouv.fr

« Les discriminations dans le champ socioéducatif: connaître les réalités, transformer les pratiques », les 13 septembre, 11 octobre, 12 novembre et 10 décembre 2013, à Lyon 3^e

En 2013, le CR•DSU organise un atelier d'échanges et de qualification destiné à comprendre les réalités des discriminations dans le champ socioéducatif. Il vise à s'interroger sur les pratiques vis-à-vis des habitants des quartiers populaires, souvent les premiers concernés par les actes de discrimination en tant que publics des structures. Il questionne également les pratiques professionnelles, les modalités de recrutement et de gestion des carrières.

Le cycle d'échanges se déclinera en quatre séances qui traiteront chacune d'un thème qui correspond à un enjeu pour les acteurs du champ socioéducatif.

●●● Programme sur www.crdsu.org

« Participation et initiatives habitantes dans les quartiers: quel renouvellement des démarches? », les 1^{er} octobre et 5 novembre 2013, à Lyon 8^e

Dans le cadre du cycle d'échanges et de qualification sur le renouvellement des démarches de participation, la séance d'octobre portera sur les nouvelles manières de penser les démarches institutionnalisées de participation et la séance de novembre sur l'usage des TIC comme outil innovant au service de la participation des habitants. L'ensemble du cycle fera l'objet d'une capitalisation dans un numéro des *Échos des ateliers du CR•DSU* à paraître début 2014.

●●● Programme sur www.crdsu.org

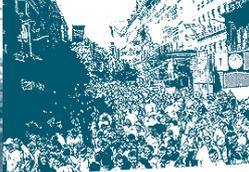
« Rénovation urbaine: premiers effets sur les mobilités résidentielles », le 15 octobre 2013, de 10h à 17h, à Lyon 3^e

Le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU et le CR•DSU organisent cette rencontre sur les premiers effets de la rénovation urbaine en matière de mobilité résidentielle.

Une étude nationale réalisée par le CES, conduite sur douze sites, sera présentée et mise en débat. S'ensuivront des



Illustration extraite du rapport Bacqué, Mehmache



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

“zooms” concernant des territoires et quartiers rhônalpins où il y a suffisamment de recul pour poser les premiers constats.

●●● Programme et inscription sur www.crdsu.org

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

● Journée du refus de l'échec scolaire, le 25 septembre 2013

6^{ème} journée nationale de l'Afev avec un focus sur les lycées professionnels et la revalorisation des filières professionnelles. Une quinzaine d'événements (rencontres-débats, temps d'échange dans les établissements scolaires...) auront lieu partout en France.

●● Plus d'infos : www.refusechecscolaire.org

● Créer une accorderie sur votre territoire, le 26 septembre 2013, à Chambéry

Cette 2^{ème} journée régionale est destinée à toutes les personnes ou collectifs intéressés par la création d'une accorderie en région Rhône-Alpes.

●● Plus d'infos : www.accorderie.fr

● Le développement économique urbain, le 7 octobre 2013, à Paris

Les Rencontres de la Ville 2013 organisées par le Secrétariat général du CIV et la Caisse des dépôts. L'économie sociale et solidaire et la création d'entreprises seront notamment au cœur des débats.

●● Plus d'infos : <http://rencontre.ville.gouv.fr>

● 40 ans de l'école des parents et des éducateurs de l'Isère, les 9, 15 et 23 octobre 2013, à Grenoble

Une journée portes ouvertes pour échanger avec les professionnels de l'EPE, un débat “Familles d'aujourd'hui : de nouveaux repères à construire”, animé par Gérard Neyrand, sociologue et professeur à l'université Toulouse 3 et un spectacle de contes.

●● Plus d'infos : contact@epe38.fr

● Animer des démarches collectives associant des personnes en situation de précarité, d'octobre 2013 à juillet 2014, à Lyon

Formation-accompagnement organisée par la MRIE, à destination des professionnels lançant des démarches collectives de co-construction avec des personnes qui vivent la précarité.

●● Plus d'infos : www.mrie.org

En Suisse : des “Contrats de quartier” pour rendre les habitants acteurs du développement de leur territoire

À Vernier, ville du canton de Genève concernée par la politique de cohésion sociale (équivalent de la politique de la ville), la municipalité a mis en place un dispositif appelé “Contrats de quartier”. Le principe? Le conseil municipal affecte une enveloppe budgétaire à plusieurs quartiers en vue du financement de projets collectifs d'utilité publique. Si le dispositif ressemble aux budgets participatifs “à la française”, il s'en distingue par l'implication des habitants dans la réalisation des projets qu'ils proposent et par leur mode d'organisation. Un groupe de volontaires encourage et recueille les idées puis accompagne

les habitants au montage des projets. Ceux-ci sont ensuite présentés au comité de pilotage. Cette instance, composée de représentants de l'exécutif communal, du monde économique et de l'associatif local, valide et débloque les fonds.

Parmi les nombreux effets produits, citons le renforcement de la citoyenneté et la réalisation de solutions partagées pour la résolution des problèmes d'un quartier.

●●● Contact : Alexandre Megroz, délégué aux contrats de quartier, a.megroz@vernier.ch

Retrouvez une présentation des contrats de quartier ainsi que des exemples de projets réalisés : www.crdsu.org, rubrique Rencontres du CR•DSU



Illustration : ville de Vernier

● Patinoire synthétique réalisée dans le cadre des “Contrats de quartier” fonctionnant grâce à l'engagement bénévole.

Un café social pour les seniors dans le 7^e arrondissement de Lyon

Ouvert depuis mars 2010 au cœur du quartier populaire de la Guillotière à Lyon, le Patio des Aînés est un café social initialement dédié aux personnes migrantes vieillissantes qui accueille désormais plus de cent personnes par an, hommes et femmes, issus de tous horizons.

L'équipe encadrante (juristes, personnels de soin et travailleurs sociaux) est composée de salariés et de bénévoles et propose des temps de convivialité (repas, contes, jeux...), une épicerie sociale et un accompagnement vers

l'accès aux droits et à la santé. Pour des personnes souvent isolées, dont certaines ne savent ni lire ni écrire, le Patio des Aînés est un espace qui facilite l'accès aux informations pratiques de la vie courante, crée du lien mais aussi valorise la parole des migrants et acte leur reconnaissance sociale. Fort de son succès, le Patio des Aînés a ouvert une permanence hebdomadaire sur le plateau de la Duchère (Lyon 9^{ème}).

●●● Contact : Mounira B'Chir, responsable du Patio des Aînés, patiodesaines@orange.fr



acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

Dans l'agglomération grenobloise, les partenaires coopèrent pour lutter contre les discriminations dans l'éducation

Le plan de lutte contre les discriminations dans l'éducation s'inscrit dans une démarche partenariale débutée dès 2007 dans l'agglomération grenobloise associant collectivités, Éducation nationale et associations. Soutenu par l'Acse de 2009 à 2013, et accompagné par un sociologue, le plan repose sur 2 principes : analyser et faire évoluer les pratiques professionnelles sous la forme d'une recherche-action. Le plan a permis l'organisation de séances de sensibilisation destinées aux acteurs de l'éducation puis l'accompagnement de 4 groupes de recherche-action dans des établissements scolaires. Les personnes concernées (une dizaine par site) ont mis en évidence l'exis-

tence de discriminations et des pistes d'action ; ce qui a pu être partagé lors d'un colloque national organisé par la Métro, la DSDEN (direction des services départementaux de l'Éducation nationale) et leurs partenaires, en mars 2013. Aujourd'hui, dans un souci de cohérence éducative, l'enjeu est la mobilisation du secteur socio-éducatif. Le plan a également un effet levier sur l'action interne de la Métro, de la DSDEN et sur un projet d'observatoire des discriminations qui devrait se mettre en place à l'automne.

●●● Contact : Sophie Ebermeyer, chef de projet égalité et lutte contre les discriminations à Grenoble Alpes Métropole, sophie.ebermeyer@lametro.fr



Photo : www.arcane-archi.fr

● Le collège Aimé Césaire, à Grenoble est l'un des quatre établissements scolaires ayant participé au plan de lutte contre les discriminations.

réseaux partenariat

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

Une agence culturelle au service des territoires, la Nacre

La Nacre est un centre de ressources pour les acteurs du territoire et les politiques publiques de la culture en Rhône-Alpes dont les missions sont la mise en réseau et l'accompagnement (professionnalisation, développement) des acteurs du secteur de la culture. La Nacre propose une veille sur l'actualité du secteur (juridique, fiscal, social), des répertoires et fonds documentaires en ligne (culture et développement durable...) et la publication de fiches pratiques (les emplois d'avenir, la réglementation européenne...). Elle organise des rencontres, "les rendez-vous de la

Nacre", pour les acteurs de terrain, professionnels du spectacle vivant et agents des collectivités, afin de favoriser la concertation et d'alimenter la réflexion, à l'échelle du territoire régional, sur le développement des politiques culturelles et leurs enjeux.

●●● Contact : Nicolas Riedel, directeur, n.riedel@la-nacre.org, 04 26 20 55 55



● Laurent Touvet est préfet de l'Ain.

● Malik Allam est responsable du service cohésion sociale et territoriale, à Grenoble Alpes Métropole.

● Aline Gillard est responsable du service politique de la ville, gestion urbaine sociale de proximité, mission égalité à Saint-Martin-d'Hères.

● Karine Bichet est coordonnatrice ASV, à Saint-Martin-le-Vinoux.

● Laure Mahieu est chef de projet en développement social des territoires Tarentaise - Beaubrun - Courriot à Saint-Étienne.

● Mireille Coffin est déléguée de la préfète à Roanne.

● Audrey Bertho est agent de développement territorial à Neuville-sur-Saône.

● Juliette Toyi est coordinatrice ASV à la Communauté d'agglomération de Villefranche-sur-Saône.

● Philip Alloncle est préfet délégué pour l'égalité des chances auprès du préfet de la région Rhône-Alpes et préfet du Rhône.

● Anne Piguet sera déléguée à la fédération des centres sociaux des 2 Savoies.

● Raphaël Le Méhauté, préfet, préfet délégué du commissariat général à l'égalité des territoires, est secrétaire général du comité interministériel des villes.

Vous souhaitez valoriser une action menée sur votre territoire, mentionner votre récente prise de poste dans le prochain Sites & Cités ou diffuser une offre d'emploi sur notre site internet, contactez : crdsu@free.fr

éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik - BP 8054
69351 Lyon cedex 08
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
crdsu.secretariat@free.fr

www.crdsu.org
ISSN 1960-226X

Directeur de la publication : Louis Levêque
Directrice de la rédaction : Isabelle Chenevez
Rédaction : l'équipe du CR•DSU
Création : Okto Novo
Exécution : Muriel Salort-Carayon
Impression : Graphiscann - 69120 Vaulx-en-Velin

Cette lettre peut également être envoyée par mail : crdsu.secretariat@free.fr

- parution bimestrielle
- anciens n° nous consulter.

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action : diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

sources & ressources

quelques ouvrages d'actualité, consultables au CR•DSU

Les politiques de démocratie participative

Guillaume Gourgues,
Presses Universitaires de Grenoble,
05/2013, 148 p.

Cet ouvrage revient sur l'histoire de l'avènement de la participation publique, des expériences pionnières dans les années 1970 jusqu'à l'émergence récente d'une offre de participation publique. Il propose une grille d'analyse pour engager une évaluation d'un dispositif participatif.

Voir d'autres ressources incontournables dans la rubrique "À lire!" sur www.crdsu.org

Les inégalités en France

Alternatives Économiques, HS n°56,
09/2012, 160 p.

Ce numéro se fonde sur le travail réalisé depuis dix ans par l'Observatoire des inégalités : les données clés sur les revenus, l'emploi, l'éducation, la santé, le logement, les nouvelles technologies... des analyses de spécialistes, des pistes pour agir.



Baro'Métro. Grenoble Alpes Métropole & 11 autres agglos à la loupe

Grenoble-Alpes Métropole, 2012, 48 p.

Le Baro'Métro, initié par Grenoble-Alpes Métropole qui souhaite disposer d'un outil transversal biannuel de comparaison des situations territoriales, présente et compare, à partir d'une sélection de données de contexte, les situations territoriales d'un panel de 12 agglomérations de taille, profil et enjeux similaires.



sites service

toute l'actualité Internet du CR•DSU et autres sites ressources

N'oubliez pas www.scoop.it!

Retrouvez la revue de presse du CR•DSU quotidiennement.

- www.scoop.it/t/crdsu-l-actualite-reperce-pour-vous

les points d'orgue du www.crdsu.org

• Rubrique Actualités

Les documents de la conférence des partenaires de la politique de la ville du 9 juillet 2013, le discours de François Lamy du 10 juin 2013 présentant la méthodologie retenue pour définir la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville, le projet de loi relatif à la ville et à la cohésion urbaine et tous les autres documents relatifs à la réforme de la politique de la ville sont en ligne.

• Rappel : rubrique Publications du CR•DSU

Les numéros 10 et 11 des *Échos des journées du CR•DSU* sont en téléchargement libre sur notre site : "Développement urbain durable et quartiers en difficulté. Nouveaux enjeux sociaux, nouveaux défis" et "Les TIC ou le renouvellement des pratiques de développement social urbain".

ailleurs sur la toile...

- www.partenariat20142020.fr

Ce site dédié à la concertation nationale sur les fonds européens 2014-2020, lancée en décembre 2012, a permis aux collectivités, administrations centrales et déconcentrées, acteurs socio-économiques et environnementaux, acteurs de la société civile mais aussi aux citoyens français de déposer



leur contribution relative à l'évolution de l'utilisation de ces fonds en France. Ce portail centralise : les contributions déposées par le grand public et celles élaborées par le partenariat national ; le mécanisme de la concertation et les thématiques concernées ; des informations sur les fonds européens et les projets soutenus.